



Pour une adhésion de la Turquie à l'Union Européenne ? Les enjeux économiques

Jean-Guillaume Ditter

Professeur Permanent, Département Management, Groupe ESC Dijon Bourgogne

« Nous ne coalisons pas les états, nous rassemblons les hommes. »

Jean Monnet

Résumé

L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne continue de faire débat auprès des opinions publiques en Europe et les négociations en sont actuellement bloquées en raison de l'opposition de certains États-membres. Ce papier se propose d'en synthétiser les principaux enjeux économiques (flux commerciaux et d'investissements, mouvements de personnes, conséquences budgétaires).

Abstract

The EU enlargement to Turkey is still being questioned by public opinions in Europe; accession negotiations are currently stalled because of opposition from some Member states. This paper intends to synthesize the major economic issues (trade and investment flows, movement of people, budgetary consequences) of Turkish accession to the EU.

Introduction

La question de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne continue de faire débat, près de 50 années après la signature d'un premier accord d'association avec la Communauté économique européenne (CEE) le 12 juillet 1963 et plus de 10 ans après sa reconnaissance officielle du statut de candidat à l'adhésion le 12 décembre 1999. Les négociations entre la Turquie sont actuellement au point mort : seuls treize des trente-cinq chapitres du processus d'adhésion ont été ouverts et un seul a été clos. L'ouverture des négociations sur huit autres chapitres est gelée, officiellement en raison du refus de la Turquie d'appliquer à Chypre le Protocole d'Ankara, qui prévoit un accord d'association et d'échanges commerciaux entre la Turquie et les pays membres de l'UE (cf. infra, « Annexe : la longue marche de la Turquie vers l'Union européenne »). L'Allemagne et la France sont particulièrement réticentes à poursuivre le processus, le Président Nicolas Sarkozy ayant annoncé dès son élection qu'il opposerait son veto aux cinq chapitres dont l'ouverture impliquerait l'adhésion à terme de la Turquie à l'UE.